



**Perspective Suisse**  
*le sondage en ligne*

# Résultats du sondage 2007

**Version abrégée**

Pour plus d'informations et pour la version intégrale des résultats:

<http://www.perspective-suisse.ch>

29.10.2007– 03.01.2008

18'506 Participants

51 Questions

Sponsors:



**news.ch**



# Table des matières

Etude Perspective Suisse .....	p. 2
Représentativité .....	p. 3
<b>Les principaux résultats en bref</b> .....	p. 4
<b>Résumé:</b>	
<b>Politique familiale et des jeunes</b>	
Aperçu .....	p. 5
Explications .....	p. 6
<b>Politique économique</b>	
Aperçu .....	p. 9
Explications .....	p. 10
<b>Politique environnementale et énergétique</b>	
Aperçu .....	p. 12
Explications .....	p. 13
<b>Politique d'intégration et d'immigration</b>	
Aperçu .....	p. 16
Explications .....	
Echantillon et méthodologie .....	p. 20
Remerciements .....	p. 21

Les résultats complets de tous les sondages « Perspective Suisse » sont accessibles librement grâce à notre base de données en ligne sous <http://ergebnisse.perspektive-schweiz.ch/>

## Informations légales

### Perspektive Schweiz

c/o Vernunft Schweiz

Postfach 211

9013 St.Gallen

[www.vernunft-schweiz.ch](http://www.vernunft-schweiz.ch)

[www.perspektive-suisse.ch](http://www.perspektive-suisse.ch)

### Rédaction:

Andreas Christen, Raphael Felber, Sandro Bernasconi, Christof Rauber, Laurent Marmy, Daniel Palmer

Pour faciliter la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

Tous les graphiques et toutes les données peuvent être utilisées librement, à condition d'indiquer clairement leur source.

Publication: Mars 2008

„Perspective Suisse“ est un projet de:



**Vernunft Schweiz**

Avec le soutien cordial de :



**Karl F. Schneider AG**  
Kommunikationsagentur

## Etude Perspective Suisse

Perspective Suisse est le sondage en ligne concernant l'avenir de la Suisse. Plus de 18'506 participants provenant de toute la Suisse ont durant neuf semaines pris position sur les différentes propositions et idées politiques. Sur le site [www.perspective-suisse.ch](http://www.perspective-suisse.ch), il était possible de répondre anonymement aux 51 questions rédigées dans les trois langues nationales.

Des questions abordant les thèmes suivants ont été posées: politique familiale, politique économique, politique environnementale et énergétique et politique d'intégration et d'immigration. L'objectif de ce sondage consiste à examiner, à un stade précoce du débat public, si les propositions politiques peuvent trouver une majorité. Ainsi, une base favorisant les innovations politiques, destinée aux parlementaires et cercles intéressés, est créée, empêchant ainsi un blocage politique. Un autre objectif est de mobiliser la population à participer au débat sur l'avenir de la Suisse et d'intervenir ainsi activement dans la préparation de l'avenir du pays.

Derrière ce projet se trouvent sept étudiants en économie et en sciences politiques, en informatique et en science environnementale âgés de 21 à 26 ans, de l'université de St-Gall et de l'EPF de Zürich. Ils ont travaillé bénévolement pendant près d'un an pour réaliser cette étude. L'association Vernunft Schweiz est à l'origine du projet Perspective Suisse. Cette association a été fondée en 2003 par des étudiants, dont le but est «d'expliquer, de manière compréhensible et pratique et de transmettre des connaissances de base d'économie politique à des citoyens de Suisse qui s'intéressent à la politique. Le rôle de l'association, en tant qu'organisation neutre, doit être de discuter en toute objectivité de thèmes politiques, tout en apportant des faits fondés sur le plan économique.» (Statuts, art. 2)

### **Perspective Suisse est soutenu par:**

Doris Leuthard (Conseillère fédérale PDC),  
Ueli Maurer (ancien président de l'UDC),  
Fulvio Pelli (Président du PRD),  
Hans-Jürg Fehr (Président SP) und  
Ruth Genner (Présidente des Verts).

## Représentativité

« Perspective Suisse » est un sondage en ligne qui a pour but de représenter ce que la population helvétique aimerait changer en Suisse.

Pourtant, un sondage Internet conventionnel n'est en général pas représentatif, c.-à-d. qu'il ne livre aucune information quant à l'opinion de l'ensemble de la population. Il existe trois raisons à cela:

- Les personnes qui n'ont pas Internet ne peuvent pas participer au sondage.
- Seules les personnes qui ont connaissance du sondage peuvent y prendre part.
- Seules les personnes qui s'intéressent au thème du sondage y participent.

Ainsi, pour permettre malgré tout aux résultats de "Perspective Suisse" d'être représentatifs, différentes mesures préventives ont été prises:

- Pour que le plus grand nombre possible de Suisses ait connaissance du sondage, plus de 3,5 millions d'annonces publicitaires Internet ont été diffusées sur [google.ch](http://google.ch) et [search.ch](http://search.ch). De plus, plus de 2500 partis locaux ont été informés du sondage et, par le biais d'un travail médiatique et de différents partenaires, d'autres personnes en ont également été informées.
- Toutes les réponses ont été évaluées selon les critères démographiques suivants: âge, sexe, canton et formation. De cette façon, les réponses représentent la population suisse avec exactitude sur ces points.

Ces deux mesures préventives, et plus particulièrement celle de la procédure d'évaluation, permettent d'éliminer presque entièrement les distorsions rencontrées habituellement dans les sondages en ligne conventionnels. Il reste une légère distorsion impossible à corriger qui conduit à ce que la différence possible entre les résultats et la valeur réelle soit environ 2 à 4 fois supérieure à celle d'un sondage normal. C'est pourquoi les résultats de "Perspective Suisse", avec plus de 18'000 participants, sont représentatifs de l'opinion des citoyens suisses avec une marge d'erreur de +/- 3%. Vous trouverez de plus amples informations relatives à la méthodologie à la page «Echantillon et méthodologie».

## Les principaux résultats en bref

Les propositions suivantes obtiennent une majorité absolue	Oui	N.s.p.	Non
Les salaires des membres des conseils d'administration et des directions d'entreprises doivent être soumis à l'approbation de l'assemblée générale.	85%	9%	6%
Les étrangers abusant des institutions sociales sont renvoyés dans leur pays d'origine.	84%	8%	8%
Dans l'avenir, les nouveaux bâtiments doivent au moins satisfaire le standard de construction Minergie (Standard garantissant une basse consommation en énergie des bâtiments).	81%	9%	10%
La Suisse inscrit dans sa constitution l'obligation de réduire les émissions de CO2 de 20% par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020. La confédération entreprend les mesures nécessaires à la réalisation de cet objectif.	70%	12%	18%
Un salaire minimal unique est instauré en Suisse.	63%	12%	25%
Les ampoules conventionnelles sont interdites en Suisse à partir de 2010. Seules les ampoules économiques sont autorisées à la vente.	63%	12%	25%
Dès l'âge de 14 ans, une privation de liberté pouvant aller jusqu'à 4 ans pour des délits graves est autorisée (aujourd'hui autorisée dès 16 ans).	56%	16%	28%

### Les propositions suivantes obtiennent une majorité relative:

Les taxes douanières et les quotas sur les produits agricoles en provenance de l'Union Européenne sont supprimées.	48%	24%	28%
Aujourd'hui, on compte différents taux d'imposition pour différents produits. Un taux d'imposition unique de 6% est introduit.	47%	22%	31%
La construction de minarets (tours de prières musulmanes) est interdite en Suisse.	47%	16%	37%
A la place d'une assurance maternité, une assurance parentale est introduite. Les parents se voient payés 14 semaines de vacances (la même durée que pour l'assurance maternité). Ces vacances sont à partager entre la mère et le père. Les coûts supplémentaires de cette assurance sont estimés entre 100 et 200 Mio de francs.	45%	19%	36%

### Les propositions suivantes ont été refusées

Les étrangers qui habitent en Suisse depuis 8 ans obtiennent le droit de vote au niveau communal.	45%	8%	47%
L'ouverture des commerces est autorisée le dimanche et les jours fériés.	43%	8%	49%
Les villes de plus de 100'000 habitants (Zurich, Genève, Berne, Lausanne) taxent à hauteur de 5.- par jour l'entrée des véhicules motorisés dans leur centre (Road-pricing).	40%	12%	48%
Le droit de vote est abaissé à 16 ans au niveau communal.	27%	6%	67%

# Politique familiale et des jeunes

## Aperçu

Nr.	Question	Oui	N.s.p.	Non
13	Les jeunes qui sont admis à l'hôpital par ambulance pour des raisons de consommation excessive d'alcool doivent en rembourser les coûts aux autorités.	78%	9%	13%
14	Comme mesure de la performance scolaire, une échelle de notes identique pour toute la Suisse est introduite.	80%	11%	9%
15	Les uniformes sont introduits dans toutes les écoles publiques de Suisse.	30%	23%	47%
16	Dans les écoles à fort taux de criminalité, la présence policière est augmentée.	56%	21%	23%
17	Dès l'âge de 14 ans, une privation de liberté pouvant aller jusqu'à 4 ans pour des délits graves est autorisée (aujourd'hui autorisée dès 16 ans).	56%	16%	28%
18	A la place d'une assurance maternité, une assurance parentale est introduite. Les parents se voient payés 14 semaines de vacances (la même durée que pour l'assurance maternité). Ces vacances sont à partager entre la mère et le père. Les coûts supplémentaires de cette assurance sont estimés entre 100 et 200 Mio de francs.	45%	19%	36%
19	Les enfants sont assurés gratuitement auprès de leur caisse maladie jusqu'à l'âge de 16 ans. Les coûts générés sont supportés par les cantons.	49%	16%	35%
20	Le droit de vote est abaissé à 16 ans au niveau communal.	27%	6%	67%
21	Le droit de vote est abaissé à 16 ans au niveau cantonal.	18%	8%	74%
22	Le droit de vote est abaissé à 16 ans au niveau fédéral.	15%	8%	77%

23	Toutes les écoles publiques de Suisse introduisent un programme d'accompagnement des élèves durant toute la journée.		
	programme d'accompagnement obligatoire pour tous les élèves		14%
	programme d'accompagnement facultatif		62%
	les programmes d'accompagnement ne sont pas du tout introduits		17%
	Neutre / ne sais pas		7%

24	Quel schéma familial approuvez-vous le plus?		
	La femme est la principale responsable du ménage et de l'éducation, l'homme du revenu		23%
	L'homme est le principal responsable du ménage et de l'éducation, la femme du revenu		1%
	Les deux partenaires travaillent et se partagent le ménage et l'éducation à parts égales.		73%
	Autre forme de vie en communauté		3%

Au cours des dernières années, la politique a donné toujours plus d'importance à la politique familiale et juvénile. Les femmes travaillant à plein temps sont de plus en plus nombreuses. Ce changement soulève de nouvelles questions concernant l'intégration des femmes dans l'économie et la garde de leurs enfants.

Les jeunes jouissent de nos jours de plus de liberté et de perspectives qu'auparavant. Les politiques sont donc confrontés aux problèmes posés par ces nouvelles conditions de vie et le danger d'abus de ces nouvelles libertés.

### Les jeunes et l'alcool

Ces dernières années, de plus en plus de jeunes ont été admis à l'hôpital pour cause d'abus d'alcool. Pour lutter contre cet état de fait, il est donc proposé de faire supporter les coûts de cette admission aux jeunes au travers de travaux d'intérêts généraux.

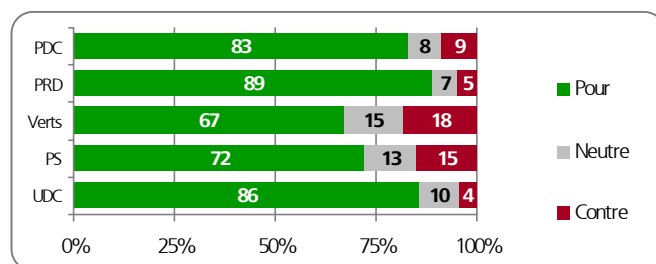
78% de la population sont d'accord avec cette proposition, 13% sont contre. La proposition obtient une majorité dans toutes les tranches d'âges. Toutefois le soutien augmente avec l'âge et atteint ainsi chez les personnes de plus de 65 ans 86%. La Suisse latine supporte la proposition avec moins d'enthousiasme que la partie germanique. Ainsi les vaudois ne sont que 53 pour cent à vouloir de cette proposition. Les partis représentés au conseil fédéral acceptent tous la proposition.

### Echelle de notes scolaires

Selon les régions, il existe en Suisse différentes échelles de notes scolaires. C'est pourquoi la mise en place d'un système harmonisé au niveau national est proposée.

A cette proposition, les Suisses répondent positivement à 80% contre 9% défavorables. Toutes les classes d'âges acceptent la proposition d'harmonisation, avec toutefois une augmentation dans les classes plus âgées. 73% des 15-24 ans disent oui contre 86% chez les 65 ans et plus. Toutes les régions soutiennent également le projet. Cependant, en Suisse romande, le soutien est légèrement plus élevé (Fribourg, Genève, Vaud et la région K3 avec partout plus de 82% de oui). Le refus

n'atteint dans aucun canton plus de 14%. Le projet est accepté par tous les grands partis et plus particulièrement par l'UDC (86%), le PRD et les Libéraux (chacun 89%).



**Les partisans de l'UDC et du PRD acceptent l'harmonisation des notes scolaires avec un plus grand pourcentage que les autres partis**

### Les uniformes à l'école

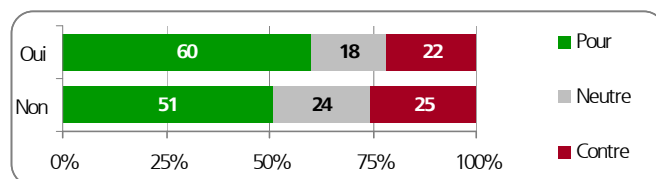
Les uniformes scolaires sont obligatoires dans plusieurs pays déjà.

Une minorité de 30% de la population accepte la proposition d'introduire l'uniforme scolaire dans les écoles publiques de Suisse, 47% la refusent. Le soutien est légèrement plus élevé dans les classes de revenus moyens et élevés que dans les autres classes. Les femmes acceptent le projet avec 33% (42% contre), les hommes acceptent avec seulement 27% (51% contre).

### Présence policière dans les écoles

La demande pour plus de présence policière dans les établissements scolaires s'est exprimée ces dernières années par plusieurs groupes sociaux.

56% de la population offrent leur soutien à ce projet d'augmenter la présence policière dans les écoles à fort taux de criminalité (23% contre). Le soutien augmente avec l'âge. Ainsi les 15-24 ans n'acceptent la proposition qu'avec une majorité relative de 47%. Les personnes ayant des enfants soutiennent de manière plus importante que les personnes n'en ayant pas.



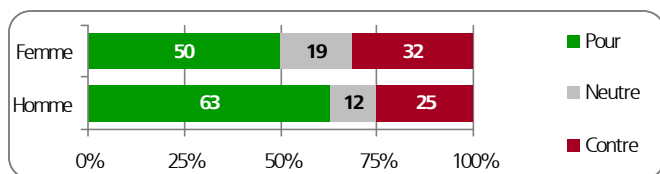
**Les personnes avec des enfants soutiennent la proposition d'augmenter la présence policière dans les écoles à fort taux de criminalité de manière plus importante**

Par contre, chez les plus de 65 ans, une majorité absolue de 61% est atteinte. Les partisans des partis bourgeois acceptent la proposition avec une majorité absolue. Le SP et les Verts refusent le projet avec respectivement 40% et 47%.

### Privation de liberté dès 14 ans

Actuellement les jeunes qui commettent des délits graves peuvent être emprisonnés (pour une durée maximale de 4 ans) à partir de 16 ans. Les discussions politiques actuelles parlent d'abaisser cette limite à 14 ans.

56% de la population est d'accord de priver de liberté les jeunes à partir de 14 ans, 28% contre. Le soutien à la proposition est le plus important auprès des sympathisants des Démocrates Suisses avec 82%, suivis des UDC avec 79%, et le plus bas chez les Verts et les Socialistes avec respectivement 28% et 38%. Les hommes acceptent la proposition de manière plus significative que les femmes avec 63% contre 50%.



**Les hommes soutiennent plus fortement que les femmes la proposition de priver de liberté les jeunes à partir de 14 ans**

### Assurance parentale

Après l'introduction de l'assurance maternité, l'idée d'introduire des vacances pour le nouveau père a vu le jour. Une assurance parentale combinant les deux aspects est une possibilité supplémentaire. Ceci est possible, grâce à la proposition d'introduire une assurance parentale permettant aux parents de décider eux-mêmes comment partager leurs 14 semaines de vacances entre eux.

Une majorité relative de 45% se prononce pour cette proposition de partage des vacances entre les parents, 36% sont contre. La tranche d'âge des 25-34 ans obtient le plus fort taux de soutien avec 50% de oui. Avec l'augmentation de l'âge, le soutien à la proposition diminue. L'augmentation du revenu chez le sondé a le même effet : le soutien baisse. 29% des personnes gagnant moins de 3000

francs contre 44% des personnes gagnant plus de 12'000 francs refusent le projet. Chez les personnes avec enfants, le refus monte à 40%, tandis que chez celles n'en ayant pas, il ne dépasse pas 31%.

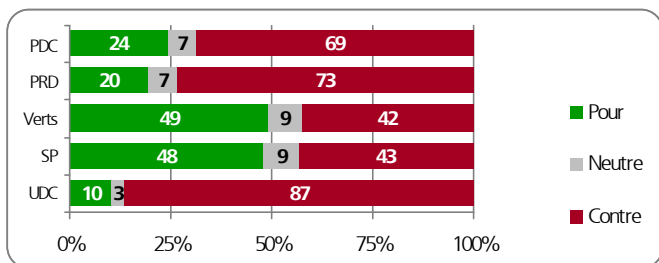
### Assurance de base gratuite

Une majorité relative de 49% accepte la proposition d'assurer les enfants gratuitement jusqu'à leur 16 ans, contre 36% de refus. Le soutien est le plus élevé chez les plus jeunes avec 59% de oui, soutien qui s'estompe avec l'âge pour atteindre 46% chez les plus de 65 ans. Le refus augmente également avec le revenu. Ainsi, chez les personnes disposant d'un revenu inférieur à 3000 francs par mois, une majorité absolue de 58% accepte le projet, par contre les personnes gagnant plus de 12'000 francs par mois refusent la proposition avec une majorité relative de 49%.

### Le droit de vote à 16 ans

En 2007 le canton de Glaris a abaissé l'âge du droit de vote à 16 ans. La discussion politique s'est alors intensifiée, et la proposition d'une introduction de ce droit au niveau national et communal a été abandonnée.

La population suisse refuse l'introduction du droit de vote à partir de 16 ans, aussi bien au niveau communal, cantonal que fédéral. Plus le niveau étatique est élevé, plus le refus est important : 67% sont contre un abaissement du droit de vote à 16 ans au niveau communal, 74% contre au niveau cantonal et 77% contre au niveau fédéral. Toutes les catégories d'âges sont contre cette proposition. Les partisans du parti socialiste et des Verts acceptent la proposition au niveau communal, mais la refusent pour les autres niveaux. Les sympathisants des autres partis, par contre, refusent la proposition à tous les niveaux étatiques. De plus, dans aucun canton le projet d'abaissement de l'âge du droit de vote, quel qu'il soit, n'atteint une majorité.



**Les partisans du PS et des Verts acceptent un abaissement de l'âge du droit de vote au niveau communal à 16 ans avec une majorité relative**

## L'école toute la journée

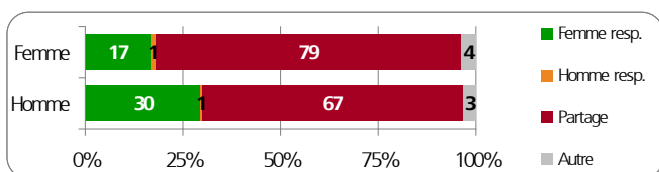
De nos jours, les mères travaillent de plus en plus toute la journée. La question est ainsi soulevée de savoir comment accompagner les enfants durant ce temps. Une des possibilités est l'école accueillant les élèves toute la journée.

62% de la population souhaite l'introduction de programmes d'accompagnement scolaire durant toute la journée à titre facultatif. 14% préfèrent des programmes d'accompagnement obligatoires pour tous les élèves et 17% ne veulent pas de programmes d'accompagnement. Il est intéressant de noter que les personnes sans enfant et celles avec ont les mêmes préférences et leurs choix sont à peu de chose près identiques.

## Schéma familial

Le changement vécu au cours des dernières années concernant la modification de la structure familiale provoque aujourd'hui encore discussions et débats.

73% de la population choisissent un partage des rôles du ménage et du travail rémunéré entre les deux partenaires. 23% préfèrent le schéma familial traditionnel, l'homme se chargeant du revenu et la femme du travail ménager. 3% préfèrent une autre forme de la vie en communauté. La famille traditionnelle est choisie par 30% des hommes, contre seulement 17% des femmes. 79% des femmes contre 67% des hommes sont pour le partage des tâches.



**Les femmes préfèrent un modèle de partage des tâches de ménage et de travail rémunéré entre l'homme et la femme**

26% de la population rurale préfère le schéma familial traditionnel contre 21% en ville. Tous les partis, mis à part l'UDF préfèrent un schéma familial avec partage des tâches entre les partenaires.

# Politique économique

## Aperçu

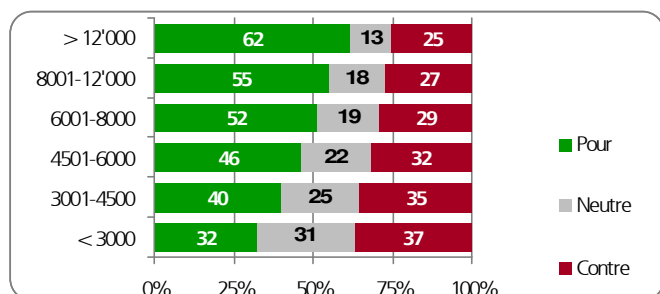
Nr.	Question	Oui	N.s.p.	Non
25	Aujourd'hui, on compte différents taux d'imposition pour différents produits. Un taux d'imposition unique de 6% est introduit.	47%	22%	31%
26	Un salaire minimal unique est instauré en Suisse.	63%	12%	25%
27	Les salaires des membres des conseils d'administration et des directions d'entreprises doivent être soumis à l'approbation de l'assemblée générale.	85%	9%	6%
28	Les profits des entreprises ne sont taxés que par les cantons et les communes et non plus par la confédération.	29%	33%	38%
29	Les taxes douanières et les quotas sur les produits agricoles en provenance de l'Union Européenne sont supprimés.	48%	24%	28%
30	L'ouverture des commerces est autorisée le dimanche et les jours fériés.	43%	8%	49%
31	Le droit de recours des associations est supprimé.	32%	28%	40%

L'économie a toujours été un thème central de la politique suisse. Si la création et la distribution de valeurs sont deux des buts principaux généralement acceptés dans cette politique, les moyens et les mesures à prendre pour atteindre ces buts, quant à eux, divergent fortement selon les idéologies et positions politiques.

### Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Aujourd'hui, différents taux d'imposition sont appliqués pour différents produits. 2.4% pour les biens couvrant les besoins quotidiens, 3.6% pour les services d'hébergement, type hôtellerie et 7.6% sont taxés pour tous les autres biens et services.

La proposition d'imposer tous les biens et services à un taux unique de 6% est accueillie favorablement par 47% de la population (31% sont contre). L'âge des sondés corrèle positivement avec le soutien à la proposition. Ainsi, seulement 26% des 25-34 ans acceptent le projet, contre 58% des 65 ans et plus. De plus la proportion d'opinion favorable s'accroît avec l'augmentation du revenu : Dans la tranche des revenus de 3000-4500 francs, 40% sont pour le projet, par contre 62% des personnes gagnant plus 12'000 sont favorable à cette harmonisation.

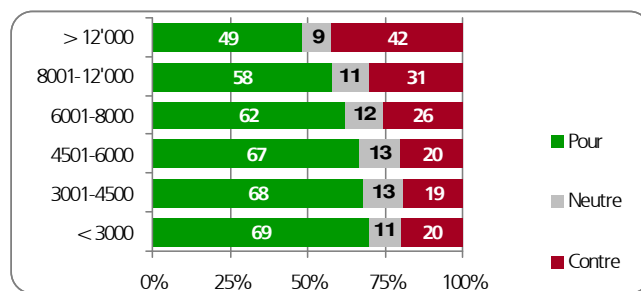


**Le soutien à la proposition d'harmoniser les taux d'imposition à 6% augmente avec l'augmentation du revenu**

### Salaire minimum

Des salaires minimum sont négociés aujourd'hui dans de nombreuses branches professionnelles au travers de contrats collectifs de travail (CCT).

Concernant la question d'un salaire minimum inscrit dans la loi, 63% de la population a répondu positivement. Les partisans du PS et des Verts acceptent la proposition avec un taux de 84%. Les sympathisants du PRD, quant à eux, refusent le projet avec une majorité relative de 45%. Les partisans des



partis du centre soutiennent la proposition avec 62% (PDC), 65% (PEV) et 64% (Verts libéraux). Le soutien diminue en parallèle avec l'augmentation du revenu. Les personnes appartenant aux deux catégories d'éducation les plus élevées sont plus sceptiques par rapport à la proposition que le reste de leurs compatriotes. Néanmoins ces catégories acceptent le projet avec une majorité absolue.

### Salaires des managers

Jusqu'alors l'assemblée générale d'une société anonyme était entre autre responsable de la nomination du conseil d'administration.

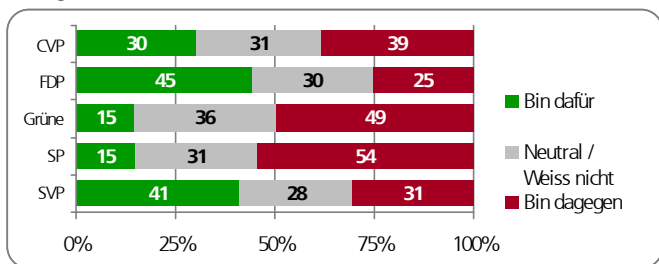
La population suisse accepte à 83% un nouveau droit de l'assemblée générale d'une SA, à savoir un droit autorisant cet organe à voter les salaires des membres du conseil d'administration. Cette proposition trouve un large soutien parmi toute les grandes formations politiques, il dépasse ainsi les 90% chez les partisans des Socialistes (94%), chez les Verts 90% et chez les PEV et les Démocrates Suisses 89%.

### Impôt sur le profit des entreprises

Les entreprises sont imposées à tous les niveaux étatiques : communal (certains cantons n'imposent pas au niveau communal), cantonal et fédéral. La responsabilité d'imposer les entreprises appartenant aux cantons et aux communes, la concurrence fiscale entre les régions est supposée engendrer des baisses de la charge fiscale sur les entreprises sur le long terme.

Une majorité relative de 38% s'exprime contre la proposition de n'imposer les entreprises qu'au niveau fédéral (29% pour). Les taux de refus les plus élevés se trouvent chez les partisans des Socialistes et des Verts, avec respectivement 54% et 49%. Les Libéraux et les Radicaux acceptent le projet à hauteur de respectivement 45% et 46%. Le soutien à

la proposition augmente avec l'âge et baisse avec l'augmentation du niveau d'éducation.



**Les partisans du PRD et de l'UDC soutiennent l'imposition des entreprises uniquement au niveau fédéral avec une majorité relative**

### Produits agricoles de l'UE

Les produits agricoles importés de l'Union Européenne sont taxés aux frontières et pour la plupart, des quotas limite d'importation sont appliqués. Les effets de ces barrières sont la protection de l'agriculture suisse contre la concurrence étrangère et une stabilisation des prix à un niveau souvent plus élevé qu'à l'étranger.

Une majorité relative de 48% accepte la proposition d'ouvrir les douanes et de supprimer les quotas d'importation sur les produits agricoles provenant de l'UE. La proportion de contre est de 28%. Avec l'âge, le soutien augmente pour atteindre chez les plus de 65 ans un taux de 61%. Les 15-24 ans, par contre, n'acceptent le projet qu'à 32%. Les cantons suisse-allemands choisissent tous l'ouverture avec une majorité absolue, en contraste avec les cantons latins, qui acceptent la proposition avec plus de réticence. D'autre part, le soutien corrèle positivement avec l'augmentation du revenu.

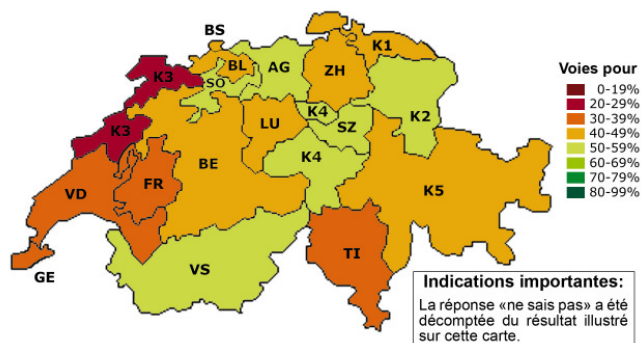
### Ouverture des magasin le dimanche

43% de la population s'exprime pour une autorisation de l'ouverture des commerces le dimanche et les jours fériés ; par contre, une majorité relative de 49% refuse cette même proposition. Les différences parmi les partis sont importantes, ainsi les partis chrétiens le PDC et l'UDF n'ont un taux de soutien de l'initiative que de respectivement 7% et 4%, au contraire des partisans du PRD et des Libéraux, qui acceptent la proposition à respectivement 72% et 59%. A partir de 3000 francs de revenu mensuel, le soutien à la proposition grimpe.

### Droit de recours des associations

Le droit de recours des associations a été introduit il y a 35 ans et donne le droit à une association de faire recours contre par exemple la construction de bâtiments. Depuis quelques années un mouvement pour l'abolition de ce droit est né au sein de certains milieux économiques.

Une majorité relative de 40% de la population suisse s'est exprimée contre la suppression de ce droit, contre 32% pour. Une différence significative existe entre les hommes qui acceptent la suppression à 42% et les femmes qui ne l'acceptent qu'à 23%. Une majorité absolue des partisans Socialistes, de Verts et des Verts libéraux a voté contre le projet, alors que chez les Radicaux, les Libéraux et l'UDC, une majorité relative a pu être constatée. Avec l'augmentation de l'âge, le soutien à l'initiative grimpe également. Les cantons latins se sont prononcés, à l'exception du Valais, contre la suppression du droit de recours des associations.



**La suppression du droit de recours des associations est rejetée par les Suisses, particulièrement dans les cantons latins**

# Politique environnementale et énergétique

## Aperçu

Nr.	Question	
<b>32</b>	Quelle direction doit prendre la politique suisse en matière de nucléaire?	
	L'abandon immédiat de la production d'énergie nucléaire.	<b>7%</b>
	Aucune centrale nucléaire neuve n'est bâtie dans l'avenir, les existantes continuent à fonctionner (moratoire) jusqu'à la fin de leur durée de vie et ne sont pas remplacées.	<b>35%</b>
	Aucune centrale nucléaire neuve n'est bâtie dans l'avenir, les existantes continuent à fonctionner (moratoire) jusqu'à la fin de leur durée de vie et sont ensuite remplacées.	<b>29%</b>
	De nouvelles centrales nucléaires sont nécessaires.	<b>23%</b>
	Ne sais pas.	<b>6%</b>

Nr.	Question	Oui	n.s.p.	Non
<b>33</b>	La Suisse inscrit dans sa constitution l'obligation de réduire les émissions de CO2 de 20% par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020. La confédération entreprend les mesures nécessaires à la réalisation de cet objectif.	<b>70%</b>	<b>12%</b>	<b>18%</b>
<b>34</b>	Dans l'avenir, les nouveaux bâtiments doivent au moins satisfaire le standard de construction Minergie (Standard garantissant une basse consommation en énergie des bâtiments).	<b>81%</b>	<b>9%</b>	<b>10%</b>
<b>35</b>	Les bâtiments qui ont été construits avant 1980 doivent s'adapter aux standards d'isolation actuels. Les coûts générés sont supportés par le propriétaire.	<b>29%</b>	<b>20%</b>	<b>51%</b>
<b>36</b>	Les ampoules conventionnelles sont interdites en Suisse à partir de 2010. Seules les ampoules économiques sont autorisées à la vente.	<b>63%</b>	<b>12%</b>	<b>25%</b>
<b>37</b>	A la place de l'impôt sur les véhicules, une taxe est prélevée sur l'achat de chaque véhicule consommant plus de 5 litres de benzine ou de diesel au cent. Pour chaque litre au cent dépassant cette limite, la taxe se monte à 2000.-	<b>41%</b>	<b>19%</b>	<b>40%</b>
<b>38</b>	D'ici à 2015 les automobiles privées qui consomment plus de 10 litres de benzine ou de diesel au cent ne sont plus autorisées à la vente.	<b>66%</b>	<b>10%</b>	<b>24%</b>
<b>39</b>	Les villes de plus de 100'000 habitants (Zurich, Genève, Berne, Lausanne) taxent à hauteur de 5.- par jour l'entrée des véhicules motorisés dans leur centre (Road-pricing).	<b>40%</b>	<b>12%</b>	<b>48%</b>
<b>40</b>	A partir de 2015 ne sont autorisés à la vente que les appareils électriques des classes énergétiques A et B.	<b>78%</b>	<b>11%</b>	<b>11%</b>

Avec la croissance économique les besoins en énergie deviennent de plus en plus importants et ainsi la question de l'approvisionnement de notre pays en énergie, un défi pour les politiques. La Suisse doit-elle s'orienter vers l'énergie atomique, des formes d'énergie alternatives ? Doit-elle au contraire chercher un compromis entre les deux ?

Avec la ratification du protocole de Kyoto, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>. La production d'énergie, le trafic et une efficacité énergétique trop faible sont souvent cités comme causes d'un échec possible des buts fixés par la Suisse en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

## Energie atomique

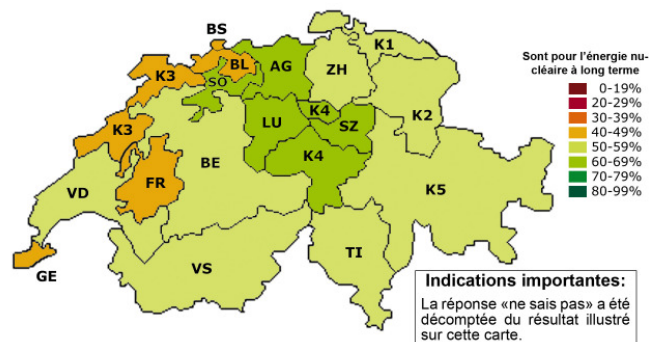
La consommation énergétique de la Suisse s'accroît depuis des années. A partir de 2020, les centrales nucléaires suisses devront petit à petit être mises hors service. Leur apport en énergie couvre aujourd'hui 38% de nos besoins. Comme la consommation en énergie devrait continuer à monter, un manque d'énergie est craint par certains. Une solution possible serait la construction de nouvelles centrales nucléaires. La question de la politique énergétique que doit adopter la Suisse dans le futur a été posée pour la première fois en 2006 dans le sondage Perspective Suisse.

28% de la population désire continuer à utiliser les centrales nucléaires et à les remplacer lorsqu'elles seront en fin d'exploitation. Par ailleurs, 23% des sondés soutiennent qu'il faudrait de nouvelles centrales nucléaires. 51% désire à moyen et long terme produire de l'énergie à l'aide de centrales nucléaires. 42% (4% de moins qu'en 2006) sont pour sortir du nucléaire à court ou moyen terme. Le soutien de la population à l'énergie atomique a légèrement augmenté.

Les partis des Verts, Socialistes et des Verts Libéraux soutiennent un retrait du nucléaire à court ou moyen terme avec un pourcentage de respectivement 83%, 69% et 63%. 40% des Radicaux et 39% des UDC veulent, en plus du renouvellement des centrales existantes, la construction de nouvelles centrales nucléaires.

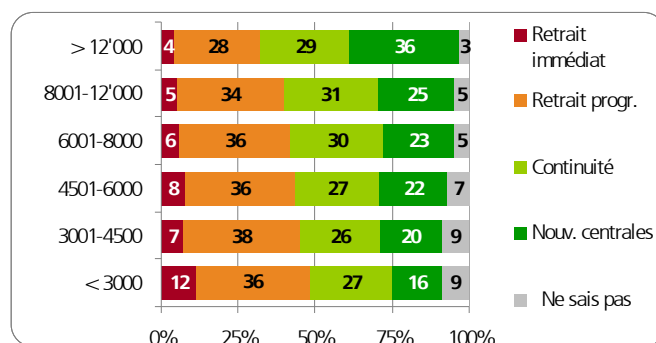
Mis à part Berne, les cantons possédant des centrales nucléaires soutiennent le nucléaire plus forte-

ment que la moyenne suisse. La Suisse latine et les deux Bâle soutiennent un retrait à court ou moyen terme du nucléaire de manière plus importante que le reste des cantons.



### En Suisse centrale, dans le canton d'Argovie et à Soleure le soutien au nucléaire est le plus important de Suisse

Plus le revenu mensuel augmente, plus les personnes sont en faveur de l'augmentation du nucléaire. Les femmes sont tout comme en 2006 plus sceptiques que les hommes par rapport à l'énergie atomique.



### Les personnes ayant un revenu élevé sont plutôt contre un retrait du nucléaire à court ou moyen terme

## Emissions de CO<sub>2</sub>

La loi sur le CO<sub>2</sub> prévoit une baisse des émissions d'ici à 2010 de 10% (4 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>) en dessous du niveau de 1990. En ce moment, la stratégie à adopter après 2010 est discutée au niveau global. Ainsi l'Europe est par exemple prête à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport au niveau de 1990.

La proposition de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 20% par rapport au niveau de 1990 est soutenue par 70% de la population, alors que 18% la refusent. Avec l'âge, le pourcentage de oui diminue tendanciellement. Au niveau des partis, le projet n'atteint pas une majorité absolue chez les UDC (48%) et chez les Démocrates Suisses (43%), mais

tout de même une majorité relative. 97% des partisans des Verts soutient la proposition.

### Le standard Minergie

Le label Minergie prévoit un standard énergétique pour la construction de bâtiments. Il prévoit entre autres une limite maximale à l'énergie de chauffage, une exigence minimale en matière d'isolation et un mécanisme d'aération des pièces évitant les pertes de chaleur. Entre temps, ces standards ne sont respectés que sur une base volontaire. Néanmoins, la demande pour rendre de tels standards obligatoires a été lancée.

A travers la Suisse 81% de la population acceptent de rendre un tel standard obligatoire, contre 10% qui le refusent. Tous les partis soutiennent le projet avec une majorité absolue, pourtant le refus chez les partisans des Démocrates Suisses (25%), de l'UDC et de l'UDF (les deux 18%) est le plus important. A partir de la catégorie de revenu de 3000 francs, le refus du projet est plus important avec l'augmentation du revenu. Le soutien est plus élevé en Suisse latine qu'en Suisse alémanique.

### Isolation des bâtiments

Un potentiel important d'économie d'énergie se trouve dans une isolation de bâtiments améliorée. Cette meilleure isolation permet de limiter les pertes de chaleur et ainsi d'économiser de l'énergie de chauffage. Pour exemple, avec les bâtiments bâtis dans les années 1975, une économie d'énergie de 20% à 30% pourrait être réalisée.

La proposition est refusée avec une majorité absolue de 51%. 29% des citoyens l'acceptent. A l'exception des Verts et des Socialistes, avec respectivement 47% et 39% de pour, aucun parti ne soutient le projet. De plus, seul le canton de Genève accepte la proposition. A partir de 3000 francs de revenu mensuel, le soutien diminue avec l'augmentation du revenu.

### Ampoules économiques

L'Australie a été le premier pays du monde à rendre obligatoire le remplacement d'ampoules conventionnelles par des ampoules économisant de l'énergie d'ici à 2010. Cette proposition d'interdire

les ampoules conventionnelles a été soumise aux Suisses et Suissesses.

63% de la population se montrent favorables à une telle initiative, 25% refusent. Le projet trouve un soutien majoritaire dans tous les partis, les Verts se montrent les plus favorables avec 80% de pour. A partir de 25 ans, le soutien diminue avec l'augmentation de l'âge. Ainsi les 25-34 ans acceptent le projet à 70%.

### Impôt sur la benzine

Les impôts sur les véhicules sont un des moyens à disposition pour inciter l'achat de véhicules énergiquement efficaces et peu polluants. Néanmoins, beaucoup de gens ne prennent pas en compte la charge fiscale lors de l'achat d'un véhicule, ce qui rend l'effet d'incitation l'impôt inefficace. Une possibilité pour résoudre ce problème serait d'augmenter le prix d'achat d'un véhicule neuf à l'aide d'un « impôt sur la benzine ». Le prix d'achat de voitures dépassant 5 litres de consommation au cent augmente de 2000 francs par litre de consommation au cent en plus. En contrepartie l'impôt sur les véhicules tel que nous le connaissons aujourd'hui est supprimé.

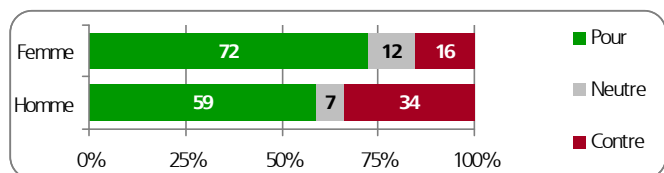
La Suisse est partagée à 41% de pour et 40% de contre cette proposition. Chez les partisans des Verts, des Socialistes, des Verts libéraux et de l'UDF, une majorité absolue est atteinte. Les hommes sont visiblement plus réticents que les femmes par rapport au projet. A la campagne, le taux de refus est plus élevé qu'auprès des citoyens.

### Consommation d'essence

Par une interdiction à partir de 2015 de la vente et de l'importation de véhicules consommant plus de 10 litres au cent, la Suisse devrait être dans la mesure de réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>.

La proposition est acceptée par 66% et refusée par 24% de la population. A l'exception de l'UDC (47% de pour), une majorité absolue est atteinte par tous les partis. Le soutien le plus élevé est constaté chez les Verts avec 92%. Avec l'augmentation de l'âge le soutien au projet augmente. A partir de 3000 francs de revenu mensuel le refus de la proposition augmente avec l'augmentation du revenu. Le soutien à

la proposition est significativement plus élevée chez les femmes.

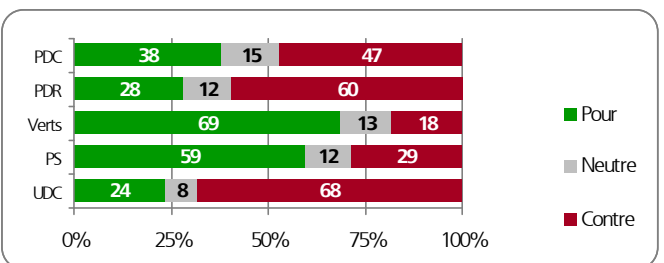


**Une interdiction de vente et d'importation de véhicules trop gourmands en carburant est plus soutenue par les femmes que par les hommes**

### Roadpricing pour les grandes villes

A Londres et dans d'autres grandes villes, le roadpricing a été introduit dans le but de réduire le trafic des véhicules individuels en ville. Celui qui veut circuler avec son véhicule individuel dans le centre ville doit s'acquitter d'une taxe.

Les Suisses et Suissesses se disent à 40% prêts à introduire un modèle semblable en Suisse, contre 48% refusant la proposition. Le soutien le plus élevé est constaté chez les Verts avec 69% de pour, chez les Verts libéraux avec 64%, et chez les Socialistes avec 59%. Le refus est le plus élevé chez les sympathisants de l'UDC avec 68%, des Démocrates Suisses avec 61%, des Radicaux avec 60% de contre.



**Les partisans des Verts et des Socialistes acceptent le projet d'un roadpricing pour les grandes villes de Suisse avec une majorité absolue**

Le projet n'est accepté ni dans le milieu rural ni urbain. Par contre, à la campagne le refus se révèle être plus élevé.

### Classes énergétiques

Les appareils électriques sont la source de 60% de notre consommation énergétique. Les étiquettes énergétiques ont été introduites pour illustrer le potentiel d'économie d'énergie des appareils électriques lors de l'achat. Ces appareils sont classés à l'aide d'une échelle d'efficacité énergétique allant

de A (pour les plus efficaces) à G (pour les moins efficaces).

La proposition de n'autoriser à la vente que les appareils des classes énergétiques A et B est acceptée par 78% de la population, 11% contre. 93% des Verts acceptent le projet, et sont du même coup le groupe acceptant la proposition avec le plus grand pourcentage. Les sympathisants des autres partis acceptent également avec une majorité absolue. Avec l'âge, le soutien augmente. Jusqu'à la tranche de revenu 12'000 francs, le soutien augmente également. Les personnes étant plus instruites ont aussi tendance à accepter la proposition plus facilement.

# Politique d'intégration et d'immigration

## Aperçu

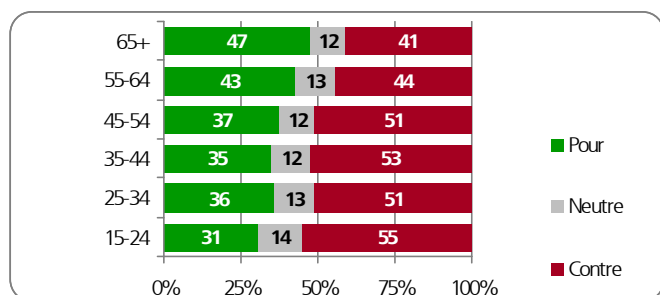
Nr.	Question	Oui	n.s.p.	Non
41	Lors de la naturalisation, les autres nationalités doivent être abandonnées (la double nationalité pour les étrangers voulant être naturalisés n'est plus permise).	39%	23%	48%
42	Les étrangers qui habitent en Suisse depuis 8 ans obtiennent le droit de vote au niveau <i>communal</i> .	45%	8%	47%
43	Les étrangers qui habitent en Suisse depuis 8 ans obtiennent le droit de vote au niveau <i>cantonal</i> .	30%	11%	59%
44	Les étrangers qui habitent en Suisse depuis 8 ans obtiennent le droit de vote au niveau <i>fédéral</i> .	21%	11%	68%
45	Les étrangers abusant des institutions sociales sont renvoyés dans leur pays d'origine.	84%	8%	8%
46	Les requérants d'asile ayant été déboutés sont transférés à l'étranger dans des logements sécurisés à bas prix.	48%	24%	28%
47	La construction de minarets (tours de prières musulmanes) est interdite en Suisse.	47%	16%	37%
48	Les communes décident de la naturalisation des étrangers :			
	Directement par le peuple (urne, assemblée communale)			36%
	Par une commission choisie par le peuple			30%
	Par l'exécutif communal			26%
	Neutre / Ne sais pas			8%
49	Les étrangers ne provenant pas de l'Union Européenne qui veulent rester plus de 2 ans en Suisse doivent apprendre la langue de la région où ils résident.			
	Oui. L'étranger supporte les coûts du cours lui-même.			63%
	Oui. L'Etat supporte les coûts du cours.			25%
	Non			7%
	Neutre / Ne sais pas			5%
50	L'Etat développe des programmes d'intégration pour les étrangers de manière:			
	Plus soutenue qu'aujourd'hui			36%
	Un peu plus soutenue qu'aujourd'hui			21%
	Egale à aujourd'hui			22%
	Un peu moins soutenue qu'aujourd'hui			4%
	Moins qu'aujourd'hui			9%
	Neutre / ne sais pas			8%
51	L'engagement de l'Etat en matière de racisme et de discrimination est:			
	Trop faible			29%
	Convenable			44%
	Trop important			20%

La politique d'intégration et d'immigration est depuis déjà de nombreuses années un thème politique dominant en Suisse. Empêcher les conflits sociaux est un des buts principaux de cette politique que les politiciens essaient d'atteindre par différentes mesures comme des systèmes de bonus et de malus.

## Double nationalité

Lors de la naturalisation, le droit international autorise les Etats à forcer le nouveau citoyen à abandonner sa nationalité précédente. La Suisse autorise ses citoyens à avoir deux nationalités ou plus.

Le projet d'abandon de la nationalité d'origine lors de la naturalisation est refusé par 48% des citoyens et accepté par 39%. Les femmes refusent la proposition plus fortement que les hommes (34% de pour contre 44%). Le soutien est significativement plus faible en Suisse-romande qu'en Suisse-allemande. Les sympathisants des UDC et des Démocrates Suisses sont les seuls à accepter la proposition avec une majorité absolue de respectivement 67% et 71%. Avec l'âge les Suisses acceptent la proposition plus facilement que lorsqu'ils sont jeunes.



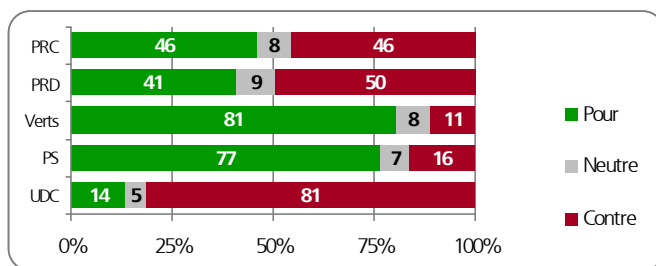
**Les personnes plus âgées acceptent l'interdiction des doubles nationalités plus facilement**

## Droit de vote pour les étrangers

La proportion d'étrangers au sein de la population se monte en 2006 à 20.4%. Ce groupe de la population n'a que peu de droit de participation politique.

La proposition d'autoriser les étrangers vivant en Suisse à voter au niveau communal a obtenu une majorité relative de refus de 47%. Accorder le droit de vote à ce groupe n'est non plus pas accepté au niveau cantonal ni au niveau fédéral (majorité absolue de refus de respectivement 59% et 68%). Les partisans du PS et des Verts acceptent la proposition avec une majorité relative pour le niveau fédé-

ral et une majorité absolue pour le niveau cantonal et communal.



**Les Socialistes et les Verts acceptent de donner le droit de vote au niveau cantonal aux étrangers habitant en Suisse depuis 8 ans**

Le droit de vote dans les communes est soutenu avec une majorité relative dans tous les cantons suisse-romands sauf le Valais. Pour un droit de vote au niveau cantonal, une majorité relative est atteinte dans les cantons de Genève de Vaud et dans la région K3. Le droit de vote au niveau fédéral n'a obtenu de succès dans aucun canton.

## Expulsion lors d'abus

D'après une initiative à venir, les étrangers ayant obtenu des aides sociales ou des assurances sociales de manière abusive doivent être expulsés.

La population s'exprime favorablement à cette initiative à 84%, 8% sont contre. Avec l'augmentation de l'âge le soutien augmente, même s'il reste élevé dans toutes les tranches d'âge. Les partisans de tous les partis sont pour expulser les personnes abusant des institutions suisses et ils atteignent tous une majorité absolue. Chez les sympathisants des Verts le soutien est de 61%, chez les UDC de 98%. Un taux d'intention de vote de 70% est atteint dans tous les cantons. Néanmoins, on remarque que dans les cantons suisses-romands le soutien est légèrement moins élevé.

## Requérants d'asile déboutés

Les requérants d'asile ayant été déboutés ne sont souvent pas expulsés parce que leur pays d'origine est incertain ou inconnu. Certaines voies proposent de loger ces requérants dans des logements sécurisés à bas coûts à l'étranger.

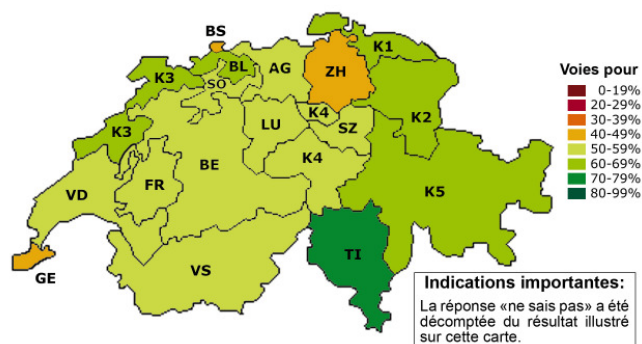
48% de la population se prononce pour une telle initiative, 28% contre. Les partisans de l'UDF, du Parti Radical, des Démocrates Suisses et de l'UDC

acceptent la proposition avec une majorité absolue, ceux du PDC et du PLS avec une majorité relative. Chez les hommes une majorité absolue est atteinte, alors que les femmes n'acceptent qu'à une majorité relative de 43%. Dans tous les cantons à l'exception de Vaud, une majorité relative est constatée.

## Interdiction des minarets

Des efforts sont déployés dans plusieurs cantons et communes pour interdire ou limiter la construction de tours de prières musulmanes: les minarets. Au niveau fédéral une initiative prévoyant leur interdiction est actuellement en préparation.

47% de la population se disent pour une telle interdiction, 37% contre. La proposition trouve un soutien identique à travers les cantons germaniques et latins, toutefois en Suisse orientale le taux de soutien est plus élevé qu'ailleurs. Le canton du Tessin obtient le taux le plus élevé de personnes acceptant le projet. Dans les milieux ruraux la proposition est mieux reçue que dans les villes avec un taux de soutien de respectivement 53% et 44%. A partir de 3000 francs, avec l'augmentation du revenu le soutien diminue.



**La proposition d'interdire la construction de minarets est le plus soutenue par les Tessinois, alors que dans les régions citadines le soutien reste plus faible**

## Procédé pour les naturalisations

Actuellement, les naturalisations sont décidées par un organe gouvernemental ayant été directement ou indirectement élu par le peuple. Certaines communes ont pourtant introduit la naturalisation par les urnes, ce qui a provoqué diverses discussions.

36% de la population désirent que les naturalisations se fassent par le peuple directement. 30% préfèrent une naturalisation par une commission élue. 26% trouvent que l'administration doit en

être responsable. 68% des partisans de l'UDC et 73% des Démocrates Suisses veulent des naturalisations décidées directement par le peuple. Chez les Socialistes, ce pourcentage n'est que de 13%, chez les Libéraux de 9%. Dans les milieux ruraux, la naturalisation par le peuple est préférée à 46%, alors qu'en ville elle n'est que de 31%.

## Langue nationale obligatoire

La maîtrise d'une langue nationale est un facteur important pour l'intégration des étrangers.

88% de la population s'exprime positivement à la question d'obliger les étrangers ne provenant pas de l'Union Européenne à apprendre une langue de notre pays. 63% sont pour que les étrangers ne provenant pas de l'EU supportent eux-mêmes les coûts d'une telle formation. 25% feraient supporter ces coûts par l'Etat. Dans tous les cantons, une majorité relative de personnes s'exprime pour une telle obligation d'apprentissage d'une langue nationale, dont les coûts seraient supportés par les personnes prenant part au cours. Une obligation (qu'elle soit financée par les personnes ou par l'Etat) est soutenue par tous des partis.

## Programmes d'intégration

Dans le but d'améliorer l'intégration des étrangers, certains politiciens proposent des programmes d'intégration promus par l'Etat.

La population pense à 56% que l'Etat devrait développer des programmes d'intégration de manière plus soutenue qu'aujourd'hui. 22% pensent que l'effort de l'Etat dans ce domaine devrait rester stable. Moins de programmes d'intégration n'est soutenu que par 12% de la population. 74% des académiciens sont pour plus de programmes d'intégration. Une majorité absolue des sympathisants des Verts et des Socialistes désirent plus de programmes d'intégration.

## Engagement antiraciste

L'Etat combat le racisme et la discrimination des étrangers et des minorités à l'aide de différentes politiques. Une commission contre le racisme travaille par exemple pour combattre toute forme de discrimination raciale.

44% de la population trouvent que l'engagement de l'Etat dans ce domaine est convenable, 30% le trouvent trop faible et 20% le jugent trop important. Avec l'augmentation de l'âge, la proportion de personnes trouvant l'engagement trop faible augmente également. Les Suisses-romands sont plus de l'avis que l'Etat ne s'engage pas suffisamment que les Suisses-alsémaniques.

# Echantillon et méthodologie

## Questionnaire

Le questionnaire comprend en tout 51 questions. Les douze premières questions permettent de collecter des données sociodémographiques sur les personnes ainsi que sur leur comportement de vote. Les 39 questions restantes sont réparties dans les quatre thèmes suivants: politique familiale, politique économique, politique environnementale et énergétique et politique d'intégration et de migration. Toutes les questions sont fermées et permettent donc des réponses précises, dans la mesure où aucune disposition contraire n'est stipulée.

## Collecte de données

Les données ont été collectées au moyen du questionnaire décrit ci-dessus, lors du sondage en ligne organisé du 29.10.2007 au 03.01.2008 pouvaient y prendre part toutes les personnes ayant accès à Internet.

Afin d'éviter une participation multiple et un remplissage hasardeux du questionnaire, différents moyens techniques ont été utilisés. 1630 réponses, pour lesquelles nous soupçonnions une manipulation (participation multiple ou remplissage hasardeux), ont été retirées de l'évaluation.

Les réponses des citoyens n'ayant pas la nationalité suisse ont été retirées pour l'évaluation. Cette mesure était nécessaire puisqu'un nombre insuffisant d'étrangers ayant leur domicile en Suisse a participé au sondage.

## Echantillon

L'échantillon comprend, après suppression des 2729 participants soupçonnés de manipulation et suppression des réponses des moins de 15 ans (2011) et des citoyens non suisses (2284), **20'614 participants**. Cet échantillon ne serait pas représentatif s'il n'avait pas été traité. Il comprend principalement les distorsions statistiques suivantes:

### Distorsion sociodémographique:

Les jeunes aisés et ayant un bon niveau de formation ont plus facilement accès à Internet et ont donc participé au sondage en nombre sur-proportionnel.

### Distorsion psychographique:

Un écart psychographique peut être constaté notamment pour la classe d'âge des plus de 65, dans lequel le nombre de personnes disposant d'un accès à Internet est plutôt faible. Les personnes ouvertes à la technologie ont plutôt tendance à avoir un accès Internet, comparées aux personnes qui affichent une aversion pour la technologie. Les participants ont pris part au sondage de leur propre initiative. Ainsi, les participants sont surtout des personnes s'intéressant à la politique et qui, en règle générale, prennent également part aux votations populaires.

Les réponses ont été pondérées en fonction des critères de formation, sexe, canton et âge afin de corriger la distorsion sociodémographique. Pour ce faire, nous avons utilisé comme référence le recensement de 2000, réalisé par l'Office fédéral de la statistique. Les critères «Revenu» et «Profession» sont fortement corrélés à la formation, c'est pourquoi les réponses n'ont pas été pondérées séparément selon ces deux critères.

## Régions

Afin de limiter le plus possible l'effet des distorsions, aucune déclaration concernant les groupes de moins de 450 participants n'a été faite. C'est pourquoi les cantons comptant moins de 450 participants ont été regroupés avec d'autres cantons pour former des régions. Cette méthode ne permet pas de déduire les résultats d'un canton à partir de ceux de la région dont il fait partie. Les cantons suivants ont été regroupés en régions:

Région	Nom	Cantons
K1	<b>Suisse du nord-est</b>	SH, TG
K2	<b>Suisse orientale</b>	SG, AI, AR
K3	<b>Suisse du nord-ouest</b>	NE, JU
K4	<b>Suisse centrale</b>	OW, NW, UR, ZG
K5	<b>Suisse du sud-est</b>	GR, GL

# Remerciements

Sans le soutien généreux de différentes personnalités, entreprises et associations, le projet «Perspective Suisse» n'aurait pas vu le jour. Nous remercions chaleureusement toutes ces personnes pour leur engagement et leur précieuse collaboration.

## Un grand merci à/aux:

- Aux membres du Patronat: Doris Leuthard, Ueli Maurer, Fulvio Pelli, Hans-Jürg Fehr et Ruth Genner.

- Les sponsors principaux:



news.ch



- Le partenaire de communication



- Les partenaires médiatiques:



- Les partenaires internet:



thinktankpraxis.ch

